

## Publication du manifeste des 2e Rencontres nationales des agricultures

© 27/08/2014 | 🧑 FH • 📰 Terre-net Média

**Afip, Accueil Paysan, Fadear, Fncivam, Mrjc, Terre de Liens et Miramap (membres du collectif Inpact) ainsi que Nature & Progrès, la Confédération Paysanne, les Amis de la Confédération Paysanne, le Modef et Solidarité Paysans se sont retrouvés les 22, 23 et 24 août à Dardilly (69) lors des Rencontres nationales des agricultures sur le thème du travail agricole et rural.**

« **D**evant la disparition continuelle du **travail agricole et rural** et la précarisation de ce qu'il en reste, nous nous inquiétons de la répartition des revenus, jusqu'à présent attachés au travail, et cherchons des moyens de réduire les inégalités. **Les politiques agricoles qui se succèdent accompagnent cette dégradation de nos modes de vie. Il y a urgence, et les propositions qui nous sont faites ne sont pas à la hauteur.**

Aujourd'hui, en France et en moyenne, à peine une installation sur deux est « aidée ». Nous revendiquons que toutes les exploitations, même les plus modestes et les plus sobres, bénéficient de la mutualisation des richesses pour la mise en place des outils de production de base, dans une limite maximum définie.

Dans notre pays, chaque génération s'endette pour acquérir la terre. Longtemps, la réalité de la gestion du sol a été autre, celle par exemple des Communs qui permettaient aux paysans de cultiver sans cette charge. Nous revendiquons une implication des citoyens et des collectivités dans une politique foncière donnant les moyens de cultiver la terre sans l'acquérir.

Les aides agricoles créent des inégalités terribles par leur répartition liée aux animaux et à l'hectare. D'une façon ou d'une autre, tous les secteurs de l'économie bénéficient d'argent public. Cessons d'appeler « aide » ce **soutien à l'agriculture** ; et exigeons déjà une répartition du soutien au **revenu des paysans** liée à l'actif agricole.

L'industrialisation de l'agriculture échoue à nourrir les hommes et détruit l'emploi. De nombreux pays dans le monde pratiquent l'agro-écologie paysanne sur le modèle d'une agriculture familiale. Une agriculture avec des pratiques vivantes, sociales et écologiques ancrées dans les territoires...

C'est cette agro-écologie paysanne-là que nous voulons voir se généraliser pour notre agriculture, demain.

Actuellement, le modèle agricole qui se développe exige autant de terre hors de nos territoires qu'elle utilise de surface localement. Ce n'est pas durable pour notre planète et c'est insupportable pour les paysans d'ailleurs. Nous refusons cette évolution.

Nous avons l'impérieuse nécessité de nous rassembler largement pour contribuer à construire un véritable mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire, ici et là-bas.

Nos pratiques paysannes contribuent à notre bien-être et notre satisfaction professionnelle : ils sont visibles, ils sont aussi durables.

Ce qui y concourt n'est pas aujourd'hui l'objectif des politiques publiques. Nous demandons une véritable évaluation de l'agriculture qui prendrait en compte l'ensemble des coûts. Cette plus juste évaluation mettrait en évidence l'échec économique de la politique industrielle, montrerait qu'elle est déficitaire et déconstruirait le mythe de l'exportation.

L'agriculture est l'affaire de tous parce que l'alimentation est l'affaire de tous.

Nous nous inscrivons dans un mouvement de transformation nécessaire, qui touche tous les secteurs d'activité. »